

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

n° 740

semaine du
du 19 au 26
janvier 2023

IO en ligne
infos-ouvrieres.fr



informations-ouvrieres@fr.oleane.com

Supplément à *Informations ouvrières*, vendredi 20 janvier 2023

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES 5 016
édition hebdomadaire de 16 pages (Parution page 14)

740
numéro de l'année 2023

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES **HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI**

Pour tous les syndicats unis la réforme des retraites, c'est NON

GRÈVE ET MANIFESTATIONS MASSIVES LE 19 JANVIER

Pour le retrait de la réforme des retraites

MARCHE POUR NOS RETRAITES
SAMEDI 21 JANVIER PARIS
14 heures - Bastille
SERVICE NATIONAL UNIVERSSEL (SNU)
Entre militarisation de la jeunesse et liquidation de l'école publique
Page 7

Halte à la guerre !

PORTUGAL
« Il est temps, il est temps que le ministre s'en aille ! »
Page 12

Des mouvements agricoles de Belgique, de Bulgarie, de France, de Grèce et d'Italie.
Page 10



Place de la République, le 19 janvier.

Les travailleurs en grève, la jeunesse et la population ont déferlé jeudi 19 janvier dans toute la France pour le retrait de la réforme Borne/Macron à l'appel de l'intersyndicale.

Enorme !



L'intersyndicale derrière la banderole en tête du cortège parisien.

Ces lignes ont été écrites au moment où les confédérations syndicales se réunissaient après les immenses manifestations d'aujourd'hui contre la réforme des retraites. Dans toute la France, plus de 2 millions de manifestants sont descendus dans la rue, la grève a été massive dans de nombreux secteurs, bien plus encore que celle du 5 décembre 2019 contre la précédente réforme.

Pierre Valdemienne

Au gouvernement, certains avaient espéré que le rejet massif, quasi-unanime (1), de la réforme des retraites constaté dans toute la population par les enquêtes d'opinion ne se traduirait pas dans la rue : espoir douché, ce jeudi, par la grève du 19 janvier à l'appel de toutes les organisations syndicales.

Avec plus de 200 rassemblements, des places noires de monde dans toutes les villes de France, une participation massive et compacte – parfois historique – dans les cortèges syndicaux, la grève du 19 janvier fait bien mieux que celle du 5 décembre 2019 : 2500 à Privas (en Ardèche) pour une ville qui compte 9000 habitants, 6000 à Montauban, 7000 à Valenciennes, 8000 à Lorient, 18 000 à Amiens..., mais aussi plus de 50 000 à Nantes, 60 000 à Bordeaux, 140 000 à Marseille, 400 000 à Paris ...

>>> suite page 2

Alain Jocard/AFP

Correspondant

>>> suite de la page 1

Dans toute la France, plus de 2 millions de manifestants sont descendus dans la rue. Des chiffres, pour certains, jamais enregistrés, qui n'ont bien souvent aucun équivalent dans la période récente.

EN MOINS DE 10 JOURS, RÉPONDANT À L'APPEL DES CONFÉDÉRATIONS, LA POPULATION LABORIEUSE DANS TOUTES SES COMPOSANTES EST DESCENDUE DANS LA RUE

Les taux de grévistes sont, eux aussi, très importants : entre 65 et 75% de grévistes dans la plupart des centrales nucléaires, 66% à Enedis, 73% dans la production hydraulique... ; à la SNCF, 80% des conducteurs se sont déclarés grévistes. A l'Education nationale, ce sont près de 75% de grévistes, tous secteurs confondus. Dans les raffineries, ce sont entre 70 et 100% de grévistes au plan national.

En moins de 10 jours, répondant à l'appel des confédérations syndicales, la population laborieuse, dans son ensemble, et dans toutes ses composantes, est descendue dans la rue. pour exprimer son rejet ferme de travailler plus longtemps, son refus net de voir les pensions diminuer, notamment dans un contexte d'explosion des prix : des salariés du public, mais aussi de très fortes délégations du secteur privé comme à Airbus (Toulouse) où au moins 5000 salariés de l'entreprise ont débrayé, ainsi que des travailleurs pour qui c'était aujourd'hui leur première manifestation, des retraités, des artisans, des professions libérales, sans compter la jeunesse et notamment les lycéens qui sont descendus

nombreux dans la rue, ont formé le gros des cortèges. Même les policiers ont rejoint les rangs des manifestants, eux aussi touchés par le projet du gouvernement.

OLIVIER VÉRAN RÉSUME L'INQUIÉTUDE DE L'EXÉCUTIF : « MANIFESTER, OUI. BLOQUER LE PAYS, NON. »

Hier, mardi 18 janvier, le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, a résumé l'inquiétude de l'exécutif et des cercles financiers qui le soutiennent : « *Manifester, oui. Bloquer le pays, non.* » ajoutant « *Espérons que cette expression populaire (les manifestations, Ndlr) ne se transformera pas en blocages* ». Côté espoir, on a vu plus haut que, pour l'instant, cela ne leur avait pas particulièrement réussi... Nous verrons bien dans les jours à venir comment la situation va évoluer mais il est clair que c'est la question du blocage du pays qui est aujourd'hui posée et qui, à n'en pas douter, compte tenu du rejet quasi-unanime dans la population, obligerait le gouvernement à reculer en quelques jours.

LA QUESTION DE L'ACTION EFFICACE POUR FAIRE PLIER LE GOUVERNEMENT AU CŒUR DES DISCUSSIONS

Dans les assemblées générales et les réunions syndicales, dans les réflexions des militants et – fait nouveau et très important, tirant d'une certaine manière les enseignements de la grève de l'hiver 2019-2020 – plus largement des syndiqués et des salariés : c'est cette question qui est débattue, celle de l'action efficace pour faire plier le gouvernement. A juste titre, la question des blocages est au cœur des positionnements, entre ceux qui

se disposent pour les éviter, en opposant la tenue d'un référendum, et ceux, de plus en plus nombreux, qui l'appellent de leurs vœux : preuve en est, même Marine Tondelier, secrétaire national d'Europe Ecologie Les Verts, a déclaré aujourd'hui sur BFM TV qu'elle souhaitait qu'il y ait des blocages, rejoignant les 63% d'actifs qui y sont favorables selon les dernières enquêtes d'opinion !

Depuis Barcelone, interrogé par une journaliste à propos des manifestations en France contre sa « réforme », Emmanuel Macron, s'appuyant sur une pseudo « légitimité » que personne ne lui reconnaît hormis les cercles du capital financier, est resté en quelque sorte « droit dans ses bottes » en affirmant être déterminé à mener à bien la « réforme ». De quoi renforcer la détermination des travailleurs à y aller.

Dans cette situation, le mieux serait que Madame Borne, Monsieur Macron et consort tiennent cette fois compte de la réalité et donnent satisfaction au peuple. A ne pas le faire, ils prendraient, et eux seuls, la responsabilité du choc pour les y contraindre. Les institutions quasi-mafieuses de la Vème République risquent fort de ne pas suffire. A rester dans le déni de réalité, ils poussent à ce que le « qu'ils s'en aillent » s'impose, et pas seulement sur les retraites. D'autant que cette fois, malgré les états d'âmes et les tentations des uns ou des autres, complaisamment relayés par les médias aux ordres, la force politique est là, autant à l'Assemblée nationale que s'affirmant ce 21 janvier. ■

(1) « 93% des actifs opposés » à la réforme, selon *Le Parisien* (13 janvier)

« Une puissante mobilisation qui oblige au retrait »



Communiqué national des syndicats au soir du 19 janvier

Ce 19 janvier, partout sur le territoire, plus de deux millions de travailleuses et travailleurs, et de jeunes se sont mobilisé-es mis en grève et/ou ont manifesté, dans le public comme dans le privé, contre la réforme des retraites de ce gouvernement.

Cette réforme est inacceptable et va à l'encontre des intérêts de la population. Elle ne s'y trompe pas, puisque même avant d'être dans la rue plus de 600 000 personnes ont déjà signé la pétition intersyndicale.

Les travailleuses et les travailleurs aspirent à partir à la retraite en bonne

est très clair : le gouvernement doit renoncer à la fois à l'âge de départ à la retraite à 64 ans et à l'accélération de l'augmentation de la durée de cotisation.

D'autres solutions existent, elles ont malheureusement été ba-layées d'un revers de main.

L'ensemble des organisations syndicales réaffirme son opposition à la réforme et sa détermination à avoir un système de retraite juste, financé aussi par un autre partage des richesses.

Afin de renforcer et d'inscrire dans la durée cette première mobilisation massive, les organisations syndicales appellent dès à

présent à une journée de grève et de manifestation interprofessionnelle.

L'intersyndicale invite la population à signer massivement la pétition, et appelle à multiplier les actions et initiatives partout sur le territoire, dans les entreprises et services, dans les lieux d'étude, y compris par la grève, notamment autour du 23 janvier, jour de la présentation de la loi au conseil des ministres.

Elles appellent les salarié-e-s et les jeunes à préparer des assemblées générales pour discuter des poursuites de la mobilisation.

Et alors que le gouvernement appelle les organisations syndicales à être responsables et à ne pas bloquer le pays, nous réaffirmons qu'il est et sera le seul responsable de cette situation puisque 9 travailleuses et travailleurs sur 10 rejettent cette réforme injuste et brutale. Nous sommes unis et déterminés à faire retirer ce projet de réforme des retraites, c'est pourquoi l'intersyndicale appelle à une nouvelle journée de grèves et de manifestations interprofessionnelles le 31 janvier. L'intersyndicale se réunira le soir même.

« L'intersyndicale (...) appelle à multiplier les actions et initiatives, (...) y compris par la grève, notamment autour du 23 janvier, jour de la présentation de la loi au conseil des ministres. (...) Elles appellent les salarié-e-s et les jeunes à préparer des assemblées générales pour discuter des poursuites de la mobilisation. »

« Il faut vraiment y aller, et frapper vite et fort pour gagner par KO »

■ Interview d'**Alexandre Talleu**, responsable CGT à la centrale nucléaire EDF de Paluel, à l'issue de la manifestation à Dieppe

Dis-nous comment vous menez le combat contre le projet de loi Macron sur les retraites.

Alexandre Talleu : Nous sommes contre l'ensemble de la réforme, les deux ans en plus et pour la défense de notre régime spécial énergétique. Pour nous, c'est le régime général qui doit tendre vers les régimes spéciaux.

« Suite au débat, notre point de vue est qu'un mouvement un jour par semaine ça ne marche pas. Donc on s'est prononcé pour la grève reconductible, prévue à partir de lundi 23 janvier. »

Nous avons convoqué une assemblée du personnel sur le site mardi 17 janvier. Nous étions 200, les agents étaient bien mobilisés.

Tout le monde disait non aux deux ans. Ce qui

m'a frappé, c'est que les collègues n'étaient pas là que pour les revendications des énergéticiens mais surtout pour la défense de tous les régimes de retraite en pensant à leurs familles, leurs amis, ...

Suite au débat, notre point de vue est qu'un mouvement un jour par semaine ça ne marche pas. Donc on s'est prononcé pour la



5 500 manifestants à Dieppe (Seine-Maritime), le 19 janvier. Du jamais vu.

grève reconductible, prévue à partir de lundi 23 janvier. Le message de toutes les AG d'énergéticiens du pays est la reprise en main de notre outil de travail, par des baisses de charges, par la gratuité pour les collectivités, par remettre le courant aux foyers en précarité énergétique, par des coupures ciblées... Ce message est relayé par notre fédération Mines Energies. On a eu beaucoup d'appels au local pour la grève, ce sont de très bons signaux.

Aujourd'hui, la grève est très forte sur Paluel (69% de grévistes) et sur tout le secteur de l'énergie. Sur Paluel, les tranches 2, 3 et 4 ont été descendues à leur production minimum. En France, il y a 7000 mégawatts en moins du fait de la grève. Les agents de conduite grévistes se sont réunis dans la matinée et ont décidé la reconduction dès aujourd'hui. Il faut vraiment y aller, et frapper vite et fort pour gagner par KO. ■

Correspondant

INDRE-ET-LOIRE

Appel de l'assemblée générale Éducation nationale

« L'AG départementale des personnels de l'Éducation Nationale (80 présents venant de plusieurs dizaines d'écoles et d'établissements du 2nd degré) réunis le 19 janvier avec les syndicats FO, FSU, CGT, CFDT UNSA, SUD et SNALC :

- se félicite du succès considérable de la mobilisation pour obtenir le retrait de la réforme Macron-Borne sur les retraites ;
- considère que cette mobilisation doit se développer dans les prochains jours ; que dès demain, dans les écoles, les établissements scolaires, la discussion va se mener sur la question de la reconduction. D'ores et déjà, nous informons que l'AG des grévistes de la cité scolaire d'Amboise a décidé de reconduire la grève à partir du lundi 23 janvier ;
- propose qu'une première réunion des personnels des écoles et établissements scolaire se tiennent lundi 23 janvier à 18 heures (lieu précisé ultérieurement) ; une nouvelle réunion se tiendra le mercredi 25 janvier à 15 heures ;
- mandate les organisations syndicales pour faire circuler le plus largement possible toutes les informations provenant de l'interprofessionnelle en particulier les résultats de l'Intersyndicale nationale qui se réunit ce soir ;
- appelle d'ores et déjà les personnels de l'Éducation nationale à participer à l'AG qui aura lieu après la prochaine manifestation à Tours ;
- informe que des préavis de grève couvrent tous les personnels de l'Éducation nationale pour les prochains jours et invite les PE (professeurs des écoles, soumis à l'obligation de préavis – Ndlr) à se déclarer susceptibles d'être grévistes dès ce soir, du lundi 23 janvier jusqu'au début des congés d'hiver. »

LU DANS *INFORMATIONS OUVRIÈRES* N°740

« C'est la perspective terrifiante d'être trié à 18 ans, précarisé à 20 et de mourir au travail »

■ La parole à **Eliot Gafanesch**, lycéen en terminale à Mulhouse et secrétaire général du syndicat La Voix lycéenne

Macron a décidé de liquider l'avenir de la jeunesse et de faire vivre aux jeunes un enfer. D'abord, prenons les réformes du lycée, que ce soit la réforme Blanquer ou la réforme de la filière pro, qui mettent une pression gigantesque sur des élèves qui ont un trimestre en moins pour réviser leur bac. Un bac qui en réalité a été démantelé puisque le contrôle continu compte pour 40 %. Parcoursup ouvre ce 20 janvier. C'est la panique pour les lycéens. Chaque lycéen se demande s'il ne fera pas partie de tous ceux qui n'auront tout simplement aucun vœu satisfait ou qui fera partie de tous ceux qui devront aller dans la filière que la plateforme aura choisie pour eux avec tous les risques d'échec que cela implique...

En ligne de mire, il y a une autre inquiétude qui est reliée, celle de se voir rejoindre la masse toujours plus grande de travailleurs précarisés. C'est une catastrophe. La jeunesse veut que cette poli-

tique s'arrête. Elle n'a jamais cessé de le dire. Mais pour seule réponse de ce gouvernement, c'est l'envoi des forces de l'ordre dans les blocus de lycéens... Voilà comment on est traités. Et voilà dans quel contexte arrive la réforme des retraites et surtout la mobilisation qui aujourd'hui s'engage. La réforme des retraites, c'est la perspective terrifiante d'être trié à 18 ans, précarisé à 20 et de mourir au travail.

Tu penses donc que les lycéens vont rejoindre la mobilisation?

J'en suis sûr. Que ce soit le 19 dans la rue ou le 21 à Paris, les lycéens seront au rendez-vous. Aujourd'hui, des dizaines de lycéens isolés prennent contact avec le syndicat, via les réseaux, pour organiser la mobilisation dans leur lycée. Ils se demandent comment bloquer le lycée ou comment organiser une assemblée générale. C'est quelque chose que l'on ne voyait pas dans ces proportions avant. ■

UNE LARGE ASSEMBLÉE DE MILITANTS LFI RÉUNIS À PARIS LE 14 JANVIER

« On peut gagner ! »

Deux cent cinquante militants LFI de Paris ont participé le 14 janvier à une réunion de préparation à la bataille contre la réforme des retraites, animée par les élus LFI de Paris.

Sophia Chikirou, députée, a introduit et présidé cette réunion. Le premier objectif de cette année, a-t-elle précisé, est d'« empêcher le projet d'Elisabeth Borne d'imposer par la force cette réforme des retraites dont personne ne veut ». Après avoir souligné l'importance de cette réunion pour les Insoumis parisiens et les formations politiques alliées et remercier le POI qui a accueilli la réunion dans ses locaux, elle a insisté sur l'unité syndicale et politique réalisée dans cette bataille et a appelé à la mobilisation de tous les adhérents pour les deux mois qui viennent, avant la date prévue du vote à l'Assemblée nationale le 20 février. « Aujourd'hui, tous les syndicats de travailleurs appellent à la manifestation du 19 janvier. A l'Assemblée nationale, toute la Nupes s'oppose à cette réforme des retraites (...). Macron dit que c'est la mère des réformes ; pour nous, c'est la mère des batailles (...). On l'a arrêté en 2020, on est aujourd'hui en capacité de l'arrêter (...). » Elle a présenté la liste des nombreuses réunions de mobilisations prévues dans toute la France, quasiment une tous les soirs. « A ce jour, on note 200 à 250 inscrits par jour pour les cars pour la manifestation à Paris le 21 janvier. »

Ont aussi pris la parole les élus LFI suivants : Aymeric Caron, député ; Sarah Legrain, députée ; Danièle Obono, députée ; Raphaël Qnouch, conseiller régional d'Ile-de-France ; Danièle Simonnet, députée ; Laurent Sorel, conseiller de Paris.

(Lire la suite de ce reportage dans *Informations ouvrières*).



Raphaël Qnouch, conseiller régional, et les députés LFI-Nupes Danièle Simonnet, Aymeric Caron, Sophia Chikirou et Sarah Legrain, lors de l'assemblée générale, à Paris, le 14 janvier.

Correspondant

Je m'abonne à **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

Sur www.info-ouvrieres.fr/abonnements

De nombreuses formules au choix :
100 % numérique ou numérique+ journal papier

ou en renvoyant ce formulaire qui ne donne droit qu'au journal papier

- Par prélèvement mensuel : 7 euros
 11 euros pour les plis clos
 Par prélèvement mensuel avec soutien : euros
- (Les prélèvements ont lieu en fin de mois. Dater et signer l'autorisation de prélèvement ci-contre en joignant un relevé d'identité bancaire ou postale. Vous pourrez suspendre à tout moment ces prélèvements par simple lettre.)
- 12 n°s : 20 euros 6 mois (25 n°s) : 35 euros
 1 an (51 n°s) : 70 euros 1 an, pli clos : 125 euros
 10 n°s : 10 euros pour tout premier abonnement

Remplir lisiblement et en lettres CAPITALES

Comité :
 Département :

NOM, Prénom :

N° : Rue, bd, av., etc. :

Nom de la voie :

Code postal :

Ville :

Bulletin à renvoyer à :
Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.

Mandat

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez *Informations ouvrières* à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions d'*Informations ouvrières*. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée : dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé, sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé, et vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Date :

Signature (obligatoire) :

IMPORTANT : n'oubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire ou postale, de dater et signer votre autorisation de prélèvement.

Numéro ICS : FR69ZZZ442543
 Cadre réservé à l'administration du journal
